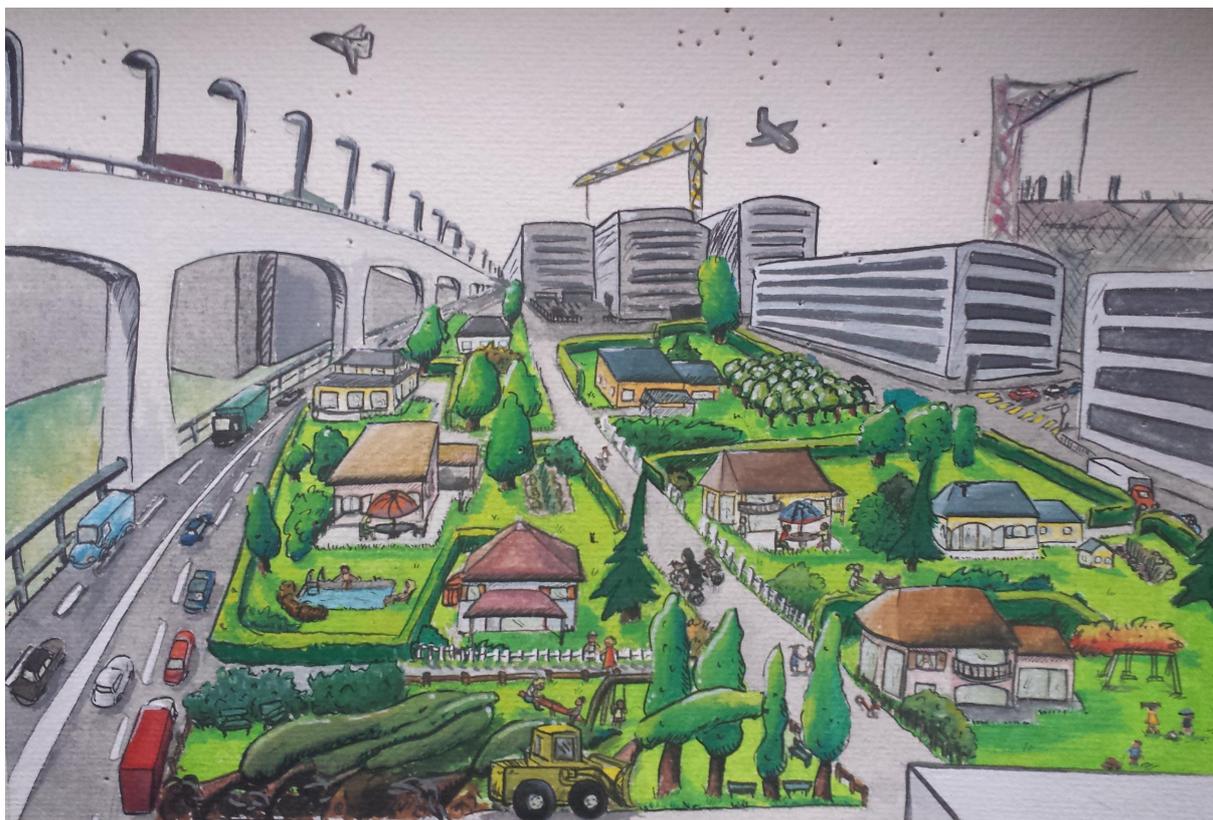




Sommes-nous otages ou acteurs ?

17 février 2015



Le rêve de nombreuses familles de posséder une villa à la campagne est de plus en plus inaccessible mais pour certains de nos politiciens il devient également méprisable. Ainsi d'aucuns affirment publiquement que « ces gens n'ont qu'à changer de rêve ! » Il y a 30 ans, être propriétaire d'une villa signifiait autonomie, responsabilité, prévoyance, investissement dans la vie locale. Aujourd'hui, celui qui a fait le choix de devenir propriétaire de villa doit se sentir comme un égoïste, un privilégié qui a avantageusement profité du développement économique passé et refuse ce droit à d'autres. (Notons au passage qu'un locataire d'appartement ne se sent pas pour autant un altruiste exclu de toute prospérité...)

L'opprobre est donc jeté sur le petit propriétaire non résigné qui entend faire respecter ses droits lorsque son bien est directement menacé par un déclassement. On en viendrait presque à condamner celui qui n'a pas honte de penser hors des clous, la sentence du fameux « *crime par la pensée* » de G. Orwell n'est plus très loin. Heureusement que depuis 30 ans, Pic Vert s'engage pour défendre la propriété individuelle et la qualité de vie à Genève. Ce travail se concrétise bel et bien par un changement de paradigme pour notre avenir.

En quel monde croyons nous ?

- En un monde économique allant vers une croissance perpétuelle, procurant plus de « bonheur » grâce à toujours plus de biens de consommation à bas prix ou en un monde allant vers un effondrement économique inévitable car basé sur de l'argent-dette et l'impossibilité intrinsèque de rembourser celle-ci un jour ?
- En un monde où la nourriture est produite en excès grâce aux engrais et aux pesticides cancérigènes ou en un monde où la qualité de la nourriture produite contribue au bien-être et à la bonne santé de la population qui en a les moyens.
- En un monde où la pollution et les déchets nucléaires sont un mal nécessaire pour notre confort ou en un monde où la

A l'échelle du Pays, nous avons le privilège de voter souvent, mais c'est rarement sur les bonnes questions ou les véritables enjeux.

Si en 2003 Pic-vert, contre toute attente, remportait la victoire en s'opposant à l'initiative demandant l'expropriation des servitudes (54%), en 2014 le référendum contre la *sur-densification* (joliment vendu comme une « utilisation rationnelle du sol »...) ne remportait pas ce succès. Et c'est justement les habitants de la campagne, dont majoritairement des propriétaires de villas, qui en choisissant de faire confiance à l'État et aux bétonneurs ont voté pour « la densification ». Depuis, de nombreux propriétaires individuels aux prises avec une densification « exagérée » d'une parcelle voisine de la leur se sentent trahis et estiment que les

qualité de vie passe par le respect de la nature et le renoncement ?

- En un pays où nous devons être toujours plus nombreux pour pouvoir payer notre AVS ou en un pays où une densité de population maîtrisée augmente ses chances de survie en cas de crise alimentaire ou de pandémie ?
- Sommes-nous informés par des médias objectifs et impartiaux ou sommes nous conditionnés par des produits médiatiques soumis aux annonceurs et aux lois du marché? Sommes-nous vraiment libres de nos opinions ou nous conformons nous inconsciemment à l'opinion supposée de la majorité ?

A l'échelle individuelle, quelle est notre part de responsabilité dans tous les choix que nous faisons au quotidien ?

enjeux réels ne furent pas suffisamment expliqués... Doit-on pour autant y voir une manipulation? Même pas, la politique est juste un jeu auquel parfois on gagne, parfois on perd, c'est tout !

Inutile pourtant de crier au complot ; un sujet à la mode en ce moment. Si de petits « complots » se trament tous les jours près de la machine à café de votre entreprise, d'autres voient régulièrement le jour dans des réunions ou divers groupements d'intérêts ; ces huis-clos font partie intégrante de nos habitudes libérales mais nous les nommons pudiquement « stratégies ».

La discrétion, voire le secret, sont intimement liés à notre conception d'une société de libre marché et de

concurrence qui se veut compétitive et vise l'augmentation des profits en toute légalité. Le lobbying en est la conséquence pratique qui permet d'influencer l'opinion publique et les décideurs en fonction des enjeux des uns ou des autres. Pourtant, tout ceci est très souvent transparent et si des groupes de pression divergents sont régulièrement auditionnés par nos responsables politiques, les décisions sont en fin de compte l'expression d'un consensus dicté par le pragmatisme. Cette règle du jeu est généralement approuvée de tous.

L'Enfer est pavé de bonnes intentions. Vivons-nous dans une dictature, fût elle de la pensée, ou sommes nous simplement effrayés par notre liberté ?

D'après G. Orwell dans *1984* ou dans *la Ferme des animaux*, les contraintes d'une dictature apparente ne sont pas le fait d'un dictateur tout puissant mais plutôt d'un principe auquel chacun se soumet et se conforme, et ce du plus humble au plus responsable. Le carcan n'existe pas en dehors des croyances et des actions de chacun. Pourtant, il est bien plus confortable de croire comme J-P Sartre, que *l'Enfer, c'est les autres*, ainsi la responsabilité de l'individu s'efface devant celle d'autrui et son destin lui échappe. « Ce n'est pas ta faute ! » Est-il meilleur moyen que cette déresponsabilisation pour priver un individu de volonté propre ? Nous créons notre propre réalité (cette illusion que nous renvoient nos sens) à chaque instant et c'est donc bien à chacun de décider ce qu'il veut réellement pour lui-même !

Qu'est ce qui a fondamentalement changé depuis ces 30 dernières années ?

C'est l'air du temps. Si dans les années 1980, on pouvait encore avoir raison seul contre tous, de nos jours, c'est la majorité qui prime. Si la culture dans les années 1970 se permettait d'être plus critique à l'égard des autorités et de l'ordre établi, elle est maintenant davantage soumise et le moindre doute exprimé suffit à faire ostraciser son auteur, vite taxé de complotisme; le *point Goldwin* n'est jamais très loin ! Pourtant, chacun sait que le questionnement et le débat sont salutaire pour toute société. Qu'à cela ne tienne, à celui qui ose prôner la décroissance, l'écrasante pesanteur de la majorité « savante » répond par le cliché grossier d'un *retour inconcevable à la bougie*. Toute idée divergente est désormais ridiculisée ou reléguée à la subversion.

Ainsi, la croyance que des réalités sociologico-politico-économiques nous imposent l'inéluctable densification n'est dès lors plus perçue comme une idée mais bien comme un fait établi. En effet, on est ici au cœur même de LA question fondamentale : sommes-nous capables de faire la différence entre ce qui relève des faits et ce qui relève des croyances ou des idées ? Si la réponse est OUI, alors nos choix politiques deviennent le reflet de nos aspirations indépendamment de ce que l'on tient pour vrai ou pour faux. Il est dès lors grand temps de se réapproprier cette élémentaire liberté !

Christophe OGI
membre du comité

Quid d'un grand complot mondial et intemporel qui viserait à mettre toute l'humanité sous contrôle , la fameuse *théorie du complot*?

Faute de documents probants accréditant cette hypothèse, force est de constater qu'il s'agit là d'un fantasme populaire déjà ancien et récurrent. En effet, ce stéréotype vient naïvement tout expliquer de manière simpliste : les crises économiques à répétition, les guerres... et aussi les petits bobos de chacun.

Bien sûr, la politique occulte de quelques multinationales, grandes banques, fonds internationaux, pays ou services secrets sont une réalité ; d'innombrables mensonges ont façonné et façonneront encore notre histoire, pour ne pas parler de nos croyances. Il est aussi à remarquer qu'il s'agit à chaque fois de « complots » isolés, limités dans le temps et dans l'espace visant des objectifs ponctuels. Il arrive que certains soient coordonnés en fonction d'intérêts convergents momentanés mais ils n'ont pour autant rien de mondial et ne reflètent pas non plus d'alliances durables.